

**Arcep – Consultation publique du 6 février au 17 mars 2020
sur l'analyse du marché 4
de fourniture en gros d'accès de haute qualité**

Synthèse

Les années couvertes par le présent cycle de régulation seront déterminantes à long terme sur l'effectivité ou non de l'ouverture à la concurrence des marchés de gros et de détail pour les besoins des professionnels et entreprises, avec les déploiements massifs du FttH et la transition du cuivre vers la fibre qui va s'accélérer.

Les dernières années n'ont pas apporté tous les changements espérés, notamment du fait de retards considérables d'Orange et de SFR, principaux constructeurs de réseaux FttH, dans la mise en place d'offres avec qualité de service renforcée fonctionnant véritablement et partout. Le quasi-duopole n'a évolué qu'à la marge, avec des transferts de parts de marché entre les deux opérateurs dominants, sans laisser davantage de place aux autres acteurs. A contrario, des RIP ont montré qu'il était possible de trouver des solutions adaptées pour dynamiser la concurrence. Orange reste en position dominante, dans un domaine où il a été sévèrement sanctionné pour ses pratiques dans le passé, et les freins mis à l'accès pour les opérateurs pur entreprises confèrent à son challenger une rente. Les avantages économiques qui en résultent ne peuvent que pousser ces deux acteurs à maintenir cette situation par tous moyens. Pour Kosc, toute tentative de préemption du marché de gros doit en particulier être écartée, en ménageant la place adéquate à la diversité des acteurs sur les offres activées.

A travers les différentes analyses de marché et le projet de décision symétrique, l'Arcep a, beaucoup plus que lors du précédent cycle, pris en compte les spécificités du marché entreprises sur différents aspects concernant la BLOM. Kosc constate de réelles avancées sur plusieurs sujets, notamment pour résoudre les entraves mises à la pleine utilisation de cette BLOM. Néanmoins subsistent deux points majeurs à traiter :

- une tarification permettant une concurrence effective par des opérateurs « pur entreprises » sur la BLOM pour la fourniture d'offres FttH à destination des professionnels, vis-à-vis des opérateurs agissant également sur le marché grand public (opérateurs mixtes) ;
- une articulation à trouver entre la BLOD et les offres avec qualité de service renforcée de niveau 2 sur la BLOM, dans une phase de transition.

Sur le premier point, ainsi que le constate l'Arcep « *pour les opérateurs pur entreprises qui disposent généralement d'économies d'échelle plus réduites comparées aux opérateurs mixtes ou grand public, le lien NRO-PM constitue une barrière à l'entrée importante* ».

Compte-tenu des écarts de coûts d'approvisionnement à la BLOM passive entre opérateurs mixtes et opérateurs purs entreprises, il est impossible de répercuter les écarts de coûts sous-jacents pour ces opérateurs « pur entreprises », qui n'ont pas ce handicap sur le cuivre. Sans correctifs, la situation concurrentielle va donc se dégrader lors de la transition du cuivre vers la fibre, à l'encontre des objectifs poursuivis. Ces opérateurs « pur entreprises » intervenant généralement en proximité de leurs clients et proposant des compléments de services numériques, il s'ensuivra également une dégradation des conditions de la transition numérique des entreprises françaises. La régulation doit être résolument « pro-innovation », ce qui passe incontestablement par un tissu diversifié d'offres de services, comprenant la connectivité associée. Supposer qu'il suffirait à ces opérateurs dynamiques et innovants d'acheter plus cher l'accès à la BLOM mais de « se refaire » sur les composantes innovantes serait, en plus d'être inéquitable, une vision bien trop « court-termiste » du besoin de développement de concurrence et contribuerait à favoriser la rente d'un groupe restreint d'opérateurs établis. Cela serait contradictoire avec le souhait d'accélérer la numérisation des entreprises.

Si Bouygues Telecom et Free ont fait des annonces sur leur développement vers les entreprises, de fait l'animation du marché qu'il convient de stimuler provient essentiellement des opérateurs « pur entreprises » comme les plateformes d'agréations de services numériques B2B Open IP, Sewan, UNYC, AlphaLink, les opérateurs spécialisés, les très nombreux acteurs bénéficiant d'implantations locales et ceux spécialisés dans les marchés internationaux. Il importe donc que les conditions d'accès aux offres avec qualité de service renforcée leur permettent de poursuivre et amplifier leur action. Pour ce faire, la barrière du NRO-PM doit être retirée pour que la concurrence sur les offres de gros activées à destination de ce marché s'accélère.

Sur le deuxième point, les deux opérateurs principaux de BLOM qui ont l'obligation de mettre en place des offres de qualité de service renforcée sont par ailleurs conjointement en situation largement dominante sur le marché de détail, et également en situation de duopole sur un grand nombre de métropoles et grandes agglomérations sur le marché de gros activé sur BLOD (avec de surcroît en perspective un renforcement via le rachat de Covage par Altice/SFR). Ces zones concentrent un grand nombre d'entreprises majeures et de sièges sociaux. Au-delà du marché local qui peut être affecté par des mécanismes de distorsion de la concurrence, ce sont tous les appels d'offres mixant des besoins dans ces zones et sur le reste du territoire qui sont potentiellement impactés, et donc le marché national. Or SFR et Orange disposent de tous les leviers, aussi bien sur les tarifs que sur la qualité de service effective, pour servir au mieux leurs intérêts d'opérateurs verticalement intégrés, à la fois sur la BLOD, dont la dérégulation et la concentration s'accroissent, et sur la BLOM avec qualité de service encore balbutiante. Ces deux opérateurs ont d'ailleurs brillamment bloqué l'ouverture des offres passives de fibre dédiée livrées au NRO avec GTR 4h au cours des trois dernières années ce qui leur a permis de renforcer leur position sur la BLOD. Il convient donc que le déblocage soit total dans les semaines qui suivront l'adoption de la décision. Et que les dispositions soient prises dès à présent pour s'assurer que la BLOD ne sera pas favorisée au détriment de la BLOM, cette dernière permettant un accès passif, seul garant d'une concurrence durable et pérenne.

Ces deux points sont développés dans les réponses aux analyses de marché ad hoc.

Bien évidemment de très nombreuses mesures doivent concourir à l'accélération des déploiements, à la qualité des services pour les professionnels, et à l'animation concurrentielle. Kosc répond donc plus précisément à chaque analyse de marché ou aux évolutions de la régulation symétrique dans les parties qui suivent.

Les questions détaillées de la consultation publique

Question 1 : Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 2 ?

A l'horizon du présent cycle, Kosc soutient la définition du marché élaborée par l'Arcep. En particulier, comme détaillé dans sa réponse à la précédente consultation¹, Kosc estime qu'au niveau des marchés de détail et du marché de gros activé, les offres de type FttE ou BLOD permettent de répondre au même type de besoins. Néanmoins, ces deux offres reposent sur des structures de concurrence, dans la mesure où il n'existe pas d'offres d'accès passif sur les principales infrastructures de BLOD, notamment celles d'Orange et de SFR.

Question 2 : Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 3 ?

A l'horizon du présent cycle, Kosc adhère à l'analyse de l'Autorité de l'influence significative d'Orange sur ce marché.

Au-delà d'Orange seul, ce marché apparaît toujours en quasi-duopole avec SFR. Si Bouygues Telecom et Free ont annoncé leurs intentions de développement vers le marché professionnel, de fait ce sont essentiellement les opérateurs « pur entreprise » comme les opérateurs de plateformes d'agrégation de services numériques, les opérateurs spécialistes, les opérateurs régionaux, les opérateurs internationaux, Kosc et des très nombreux acteurs bénéficiant d'implantations locales qui animent le marché dominé par Orange et SFR. Il importe donc que les conditions d'accès aux offres avec qualité de service renforcée leur permettent de poursuivre et amplifier leur action. Comme pour le cuivre, le meilleur vecteur pour le développement de la concurrence est le développement des offres de dégroupage sur BLOM. La BLOD a toujours été fermée au dégroupage en France expliquant d'une part la multiplicité d'opérateurs BLOD dans les grandes agglomérations (grâce aux offres d'accès au génie civil d'Orange) et d'autre part, la situation duopolistique fermée à la concurrence sur le reste du territoire. Cela a contribué à limiter les économies d'échelles et à maintenir des coûts de production et des prix à un niveau ne permettant pas à l'ensemble des entreprises de migrer vers la fibre. Les offres de fibre dédiée sur BLOM (type FttE) sont donc une opportunité formidable de faire migrer un grand nombre d'entreprises vers la fibre dans un cadre concurrentiel offert par le dégroupage de la BLOM.

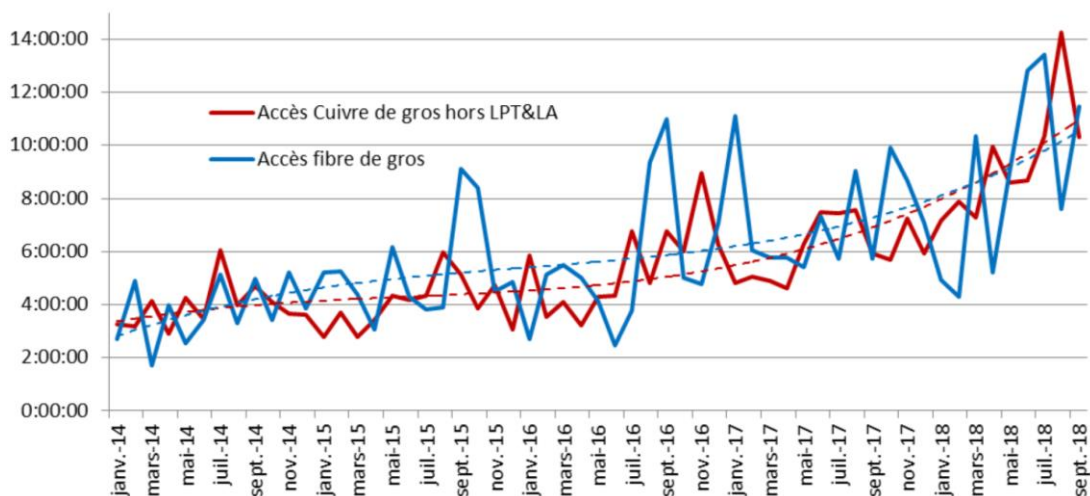
Il faut souligner que le caractère insuffisamment concurrentiel du marché confère aux deux acteurs en quasi-duopole une forme de rente² et les pousse à des pratiques anormales.

L'Arcep a observé une forte dégradation des indicateurs de qualité de service sur les divers produits de gros d'accès de haute qualité entre mi 2013 et mi 2014, ce qui l'a conduite à ouvrir une enquête administrative à l'encontre d'Orange. Il faut rappeler qu'un faible niveau de qualité de service sur un marché amont favorise toujours les acteurs en place sur le marché aval. Pour rappel, le temps moyen de rétablissement sur les produits avec GTR 4h avait atteint des niveaux inacceptables en 2014.

¹ Voir la réponse apportée par Kosc à la question C.6-1 de la consultation publique de l'Arcep sur le document de bilan et perspectives

² Cf l'entretien du Président de l'Arcep aux Echos en date du 31/1/20 : « *Je ne veux pas faire de procès d'intention, mais nous redoutons qu'Orange soit tenté de tout faire pour conserver sa position dominante. De son côté, SFR, deuxième acteur de ce marché entreprises, est challenger et un peu rentier à la fois.* »

Figure 1 Evolution du délai moyen de rétablissement



En fin d'année 2015, l'Autorité de la Concurrence a sanctionné Orange pour des pratiques discriminatoires sur la boucle locale cuivre. En janvier 2020, l'Autorité de la Concurrence a annoncé l'ouverture d'une enquête exploratoire sur les problématiques du marché des télécommunications à destination des entreprises « dont la dynamique reste encore fragile »³.

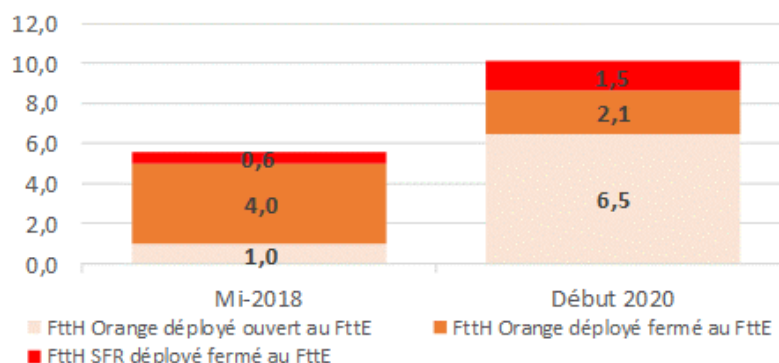
Kosc constate également que le taux de couverture des entreprises reste en deçà des locaux d'habitation à l'intérieur des zones mixtes déployées, et que les zones d'activités sont desservies plus tardivement⁴.

Lors du dernier cycle d'analyse de marché, Orange, comme SFR ont retardé par divers moyens la mise en place effective d'offres d'accès passif avec qualité de service renforcée sur les réseaux BLOM. Dans la mesure où la fourniture d'offres d'accès passif adaptées aux opérateurs entreprises est un levier puissant d'ouverture des marchés de gros et de détail entreprises, le duopole n'a en effet pas d'incitation à s'engager spontanément dans cette démarche en ouvrant des offres d'accès passif de type FttE. Cette situation de blocage a conduit l'Arcep à imposer la mise en place de ces offres dans le cadre de son projet de décision de régulation symétrique des opérateurs d'immeuble. Ainsi, 82% du potentiel FttE était bloqué mi 2018 par Orange et SFR, faisant ainsi perdre un temps considérable pour accélérer le fibrage des entreprises. Près de deux ans après, le blocage est toujours persistant avec 3,6 millions de lignes bloquées (36% de couverture des entreprises en zone AMII et les poches de basse densité de la zone très dense). Pendant ce temps, Orange et SFR continuent néanmoins de vendre des lignes FttO non régulées ou de moins en moins régulées.

³ Communiqué de presse du 23 janvier 2020 à la suite de la saisine de l'AOTA.

⁴ Voir également le point (i) de notre réponse à la question 4.

Figure 2 Evolution de l'ouverture du FttE sur la zone privée FttH



Sur le segment des offres de fibre de haute qualité, Kosc fait le constat que la situation concurrentielle a peu évolué au cours du cycle d'analyse ; la part de marché du duopole reste importante et stable autour de 60%⁵ sur le marché de détail, et autour de 70%⁶ en se plaçant au niveau des infrastructures utilisées. Kosc considère que le développement de la concurrence est bridé par l'éligibilité des offres d'accès passif avec qualité de service renforcée qui est restreinte à seulement une partie des prises déployées sur la BLOM. L'équité de la concurrence sur le marché de gros activé est également faussée par diverses pratiques discriminatoires aux niveaux opérationnel et commercial, que Kosc a décrites dans sa réponse à la précédente consultation⁷.

Question 3 : Quelles observations avez-vous à formuler sur les indicateurs et les seuils retenus ?

L'existence de seuils élevés est corolaire à l'ambition d'utiliser pleinement la BLOM pour les entreprises, et ce d'autant plus dans la perspective d'extinction du cuivre qui se rapproche. Les engagements sur le passif pris par l'opérateur d'immeuble doivent permettre à un opérateur de répliquer les qualités de service usuelles sur la BLOD. A ce titre, il est fondamental que l'Arcep s'assure que les indicateurs et seuils ne soient pas inférieurs sur la BLOM à ceux de la BLOD. Une réflexion approfondie doit également être réalisée pour assurer que les processus opérationnels et SI des offres de type FttE permettent d'obtenir des niveaux de performance équivalents à ceux des offres BLOD. A titre d'exemple, le processus de parallélisation des travaux sur le domaine public à la charge de l'opérateur d'infrastructure et de ceux sur le domaine privé à la charge du client final, introduits en 2019⁸ dans les offres activées sur BLOD d'Orange, pourraient permettre d'améliorer les délais de livraison des offres FttE.

Kosc est d'avis qu'Orange devrait communiquer à l'Arcep, non seulement les conventions (tel que prévu au 4.3.2), mais également toutes les offres sur mesure (4.2.3) liées aux produits régulés du marché 4 proposées aux opérateurs (avec leurs caractéristiques techniques, financières et juridiques). Une telle obligation permettra à l'Arcep de s'assurer du caractère raisonnable des offres sur mesure et surtout de l'absence de discrimination par l'opérateur historique entre opérateurs. En outre, pour simplifier le travail de contrôle de l'Arcep qui pourrait s'avérer trop fastidieux, l'opérateur exerçant une influence significative devrait être

⁵ Cf. figure 7 du bilan et perspectives de l'Arcep de juillet 2019

⁶ Cf. figure 22 du bilan et perspectives de l'Arcep de juillet 2019

⁷ Voir la réponse apportée par Kosc à la question C.2-1 de la consultation publique de l'Arcep sur le document de bilan et perspectives

⁸ Voir par exemple les travaux des opérateurs et l'Arcep réalisés lors de la réunion multilatérale du 21 mars 2019

dans l'obligation de justifier la nécessité de ces offres sur mesure au travers d'une note et de détailler ce que ces offres permettent en plus par rapport aux offres de référence.

Question 4 : Compte tenu de l'évolution envisagée des obligations imposées à Orange, faut-il prendre en compte, dès le présent cycle d'analyse des marchés, les offres d'accès de haute qualité sur les réseaux FttH dans la définition de la ZF1 ? Dans ce cas, quels critères de disponibilité et de concurrence vous sembleraient pertinents ?

Pour Kosc, il est essentiel de bien articuler la régulation de la BLOD et de la BLOM, dans un contexte où un duopole d'infrastructure caractérise la majeure partie des métropoles et grandes agglomérations. Ces zones concentrent en effet les sièges sociaux et une proportion plus importante d'entreprises, relativement à leur population, que le reste du territoire. Ce sont aujourd'hui également les zones où le déploiement de la fibre est de loin le plus avancé. Ce sont enfin les zones où Orange et SFR concentrent BLOD et BLOM.

De manière liminaire, il convient de souligner quelques caractéristiques essentielles de la situation. Tout d'abord, (i) Orange a montré peu d'empressement à rendre opérationnelle une offre avec qualité de service renforcée et à l'étendre sur son réseau BLOM, ce qui caractérise son intérêt stratégique à privilégier sa BLOD. Ensuite, (ii) Orange dispose de nombreux leviers pour positionner sa BLOD relativement à sa BLOM. Par ailleurs, (iii) la liberté tarifaire dont bénéficie Orange en zone ZF1, et peut être dont il bénéficiera en ZF2, lui permet de se positionner de manière non répliquable sur des appels d'offres multisites mêlant des implantations en et hors ZF1. Enfin (iv) les offres avec qualité de service renforcée ne seront pas matures en début de cycle, mais le seront progressivement.

- (i) Le peu d'empressement d'Orange à rendre opérationnelle une offre avec qualité de service renforcée et à l'étendre sur son réseau BLOM est patent. La première offre portait sur une GTR 10h incompatible avec la très grande partie des besoins professionnels. Ensuite, Orange n'a pas rendu disponible l'offre passive de fibre dédiée sur BLOM avec GTR 4h (« optimum access ») sur la totalité de ses réseaux, prétextant notamment un dimensionnement inadéquat des liens NRO-PM, alors que la demande étant encore embryonnaire, elle aurait pu être traitée au cas par cas grâce à des fibres surnuméraires et grâce à des systèmes de quotas. Par ailleurs, la définition de compléments d'architecture, spécifiques à Orange, a tardé, et, bien évidemment, lui permet de mettre en avant une nécessité d'adapter les réseaux. De plus, de nombreux locaux, comme par exemple les sites « 100% entreprises », ne sont pas raccordables alors que des résidences voisines le sont. Ce manque d'empressement global s'est retrouvé également chez l'autre opérateur de BLOD et BLOM verticalement intégré, SFR. A contrario, les opérateurs de RIP neutres ont montré qu'il était possible de proposer des offres avec GTR 4h à l'ouverture de leurs réseaux. Le fait qu'une autorité de régulation soit obligée d'imposer à un opérateur de mettre en place une fonctionnalité de son réseau qui lui permette d'adresser un marché aussi important est en lui-même très significatif.
- (ii) Orange dispose d'une liberté tarifaire sur sa BLOD dans une ZF1 qui n'a cessé de grandir. Cette liberté tarifaire sur le niveau des offres activées sur BLOD pourrait même s'étendre en ZF2 à en croire les propositions de l'Arcep ! Sur la BLOM, un encadrement tarifaire via la régulation symétrique ne sera pas effectif avant plusieurs années. Les qualités de service sur la BLOD et la BLOM vont être dépendantes des moyens alloués respectivement, et les contrôles sur la BLOM n'interviendront pas rapidement. Kosc observe à ce sujet que dans sa réponse au « bilan et perspectives », Orange ne veut pas que l'Arcep fixe des seuils minimaux

- de qualité de service pour les offres entreprises⁹. Dans la durée du présent cycle, Orange pourrait donc jouer des couples tarifs/qualité pour mieux positionner sa BLOD, de plus en plus dérégulée, par rapport à la BLOM.
- (iii) La liberté tarifaire sur ZF1 a un impact plus large que sur les seules entreprises situées à l'intérieur de la zone concernée. Les appels d'offres importants comportent généralement le raccordement de plusieurs sites. L'Arcep envisage une nouvelle disposition obligeant à effectuer des tests de reproductibilité tarifaire des offres de détail par les offres activées en ZF2, mais ne peut le faire en ZF1 supposée concurrentielle. Aussi Orange pourrait jouer sur sa plus grande flexibilité en ZF1 pour gagner des appels d'offres portant sur l'ensemble ZF1 + ZF2, avec des pratiques qui seraient très difficiles à contrôler (bien évidemment, la situation serait encore pire pour l'ensemble du marché, si l'Arcep ne maintenait pas son projet d'imposer des tests de reproductibilité tarifaire en ZF2).
 - (iv) L'Arcep envisage un délai d'un an supplémentaire pour l'obligation de mise à disposition d'une offre avec qualité de service renforcée de niveau 2. Quand bien même ce délai serait réduit (cf. demande de Kosc dans la réponse au marché 3a sur ce sujet), il a toujours été constaté que les offres doivent s'ajuster sur de nombreux paramètres, process et tarifs pour devenir effectives, passant par des travaux inter-opérateurs, voire des règlements de différends. Aussi ce n'est que vers la fin du cycle que l'on peut espérer une maturité effective de ces offres mutualisées, en rapport avec une BLOD dérégulée qui bénéficie d'une souplesse absolue et d'un avantage du précurseur.

Au vu de tous ces considérants, Kosc estime qu'il serait dangereux au cours du présent cycle, d'élargir la ZF1 indépendamment de ce qui se passe réellement sur la BLOM. En cas de dérégulation prématurée d'une commune, Orange aurait la possibilité de verrouiller le marché avant l'arrivée d'une concurrence suffisante. Sans aucun critère concernant le taux de couverture des offres d'accès activés de type FttE et, plus généralement la disponibilité d'offres d'accès passif de haute qualité, Orange aurait la possibilité de mettre en œuvre des pratiques tarifaires destinées à protéger sa position, qui reste forte sur la ZF1. Kosc est d'avis qu'une commune ne doit être placée en ZF1 que lorsque l'ensemble des immeubles est couvert par les offres de type FttE et qu'un délai suffisant s'est écoulé pour permettre l'arrivée d'offres activées de type FttE alternatives. Par ailleurs, il est logique d'intégrer par exemple les critères de constat d'ouverture du marché sur la BLOM avec qualité de service renforcée de niveau 2 à ceux permettant de faire évoluer le périmètre de ZF1¹⁰. Pour cela, il convient de prendre en compte un nombre suffisant d'entreprises clientes pour être représentatif. Kosc propose d'intégrer la BLOM à partir du moment où les entreprises clientes d'une offre avec qualité de service de niveau 2 représenteraient un tiers ou la moitié de l'ensemble des accès BLOM+BLOD. Conjointement, il serait nécessaire que les seuils minimaux de qualité de service soient localement vérifiés, ainsi que la couverture effective des entreprises (hors raccordables sur demande, immeubles 100% entreprises, erreurs de fichiers et oublis divers...). Il serait inacceptable que les niveaux de qualité de service de niveau 2 sur BLOM soient inférieurs à ceux des offres BLOD.

De plus, Kosc considère qu'il serait dangereux de supprimer toute contrainte de tarif trop bas, en ZF1 comme en ZF2, en particulier par rapport à la BLOM avec qualité de service. Orange pourrait être tenté d'abaisser les tarifs de ses offres sur la BLOD au niveau de ceux de la

⁹ « Orange estime ni pertinent ni proportionné le fait de fixer des objectifs chiffrés dans le cadre de la future analyse de marché, tant pour les offres de gros généralistes que pour les offres de gros à destination des entreprises. »

¹⁰ Au moins la moitié des accès BLOD à interface alternative commercialisés sur le marché de détail et recensés dans la commune ont été activés par les opérateurs alternatifs.

technologie la plus moderne (la BLOM). Comme détaillé dans sa réponse à la précédente consultation, Kosc n'est pas favorable à la proposition de l'Arcep de lever l'obligation de non-éviction vis-à-vis des opérateurs alternatifs déployant une BLOD en propre, imposée à Orange en ZF2, car cela contreviendrait à plusieurs principes de régulation : la protection des investissements, le recouvrement des coûts et la référence à un opérateur efficace.

L'approche dite de « Modern Equivalent Asset » régulièrement utilisée en Europe par les régulateurs n'est pas adaptée au cas d'espèce. Elle fait en effet référence au besoin de remplacer les actifs constitutifs du réseau par des actifs neufs (ici, la BLOD est déjà constituée d'actifs en fibre optique donc neufs) et non au fait de changer la nature du réseau et la demande qu'il absorbe. Or, la principale différence de coûts entre BLOM et BLOD réside dans la demande (fortes économies par le déploiement capillaire et la mutualisation de besoins de la BLOM par rapport à la BLOD). Si Orange venait à abaisser ses tarifs d'offres activées de la BLOD au niveau de ceux de la BLOM, il s'agirait d'un comportement prédateur puisque les niveaux de coûts de long terme de la BLOD sont nécessairement supérieurs. Un tel comportement prédateur devrait être immédiatement prohibé par l'Arcep.

De manière générale, Kosc est d'avis que la définition des obligations de non-éviction doit s'effectuer au regard du mix technologique retenu par les opérateurs alternatifs. Or, dans le cas d'espèce, les opérateurs alternatifs en concurrence avec Orange s'appuient sur des offres d'accès passif à des BLOD tierces soit exclusivement soit en les combinant avec des offres d'accès passif de type FttE, dont la disponibilité n'est pas encore de dimension nationale. Aucun opérateur n'est aujourd'hui en mesure de concurrencer à l'échelle nationale les offres activées d'Orange sur BLOD en s'appuyant exclusivement sur des offres d'accès passif de type FttE.

Enfin Kosc souligne que les pratiques visant à limiter la concurrence concernent également les modalités de « rabais au volume », dont l'étagement n'est pas calculé sur des bases objectives (économies d'échelles pour l'opérateur qui les propose), mais en fonction du poids des différents concurrents.

Question 5 : Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 4 ?

Kosc soutient le maintien des obligations antérieures, notamment de non-éviction, de comptabilisation des coûts et de séparation comptable.

Afin de conforter l'existence d'un marché de gros, Kosc souhaite que soit effectué sous le contrôle de l'Arcep un test de ciseau tarifaire (non-éviction) entre l'offre passive et l'offre activée pour la qualité de service renforcée de niveau 2. Ce test devrait être cohérent avec le test utilisé pour vérifier la non-éviction des offres de revente / marque blanche décrit sur le marché 3a.